

La contestation contre les droits sexuels s'intensifie. L'activisme conservateur, organisé internationalement, forme la relève. Une organisation parlementaire européenne s'inquiète

# L'opposition aux droits sexuels redouble

DOMINIQUE HARTMANN

**Europe** ▶ Les acquis dus aux mobilisations féministes et LG-BTIQ+ font l'objet d'un regain d'opposition de la part des milieux conservateurs. Comment ceux-ci s'organisent-ils, au-delà des traditionnelles actions «pro-vie» devant des maternités, et de quels financements bénéficient-ils?

«Depuis dix, douze ans, on constate une augmentation de la contestation envers les droits sexuels et reproductifs existants», observe Neil Datta, directeur du European Parliamentary Forum for sexual and reproductive right (EPF), un réseau de parlementaire actifs et actives dans la défense de ces droits. Autrefois concentrés sur la militance pro-vie, ces milieux ont élargi leur champ d'action: «Tout ce qui a un lien avec le mot «genre» est visé, résume Neil Datta. Cela va des restrictions au droit à l'avortement, comme on l'a vu en Espagne ou en Suède, à la contestation des lois contre les violences faites aux femmes en passant par la volonté de limiter les droits des personnes LGBTIQ+ ou de remettre en question la lutte contre le VIH/sida. Il s'agit aussi, en matière de droits des enfants, d'affirmer la souveraineté des familles sur l'Etat.» Il s'exprimait mercredi à Berne à l'occasion de la conférence de Medicus Mundi Suisse, un réseau regroupant quelque cinquante organisations suisses actives dans la coopération internationale en matière de santé.

## Méthodes et motivations

Quasi tous les pays européens connaissent une résurgence relookée des organisations des années 1970 et 1980. L'activisme conservateur a néanmoins changé de méthodes depuis ces années-là. Aux actions de choc devant des maternités a succédé un travail de fond qui vise l'accès aux grandes institutions, «ce qui demande d'autres capacités». Les organisations ont donc fondé leurs propres académies, formant de jeunes cadres à peser au niveau politique, à Bruxelles ou ailleurs. C'est le cas par exemple de l'Institut théologique international de Vienne, ou de la European advocacy academy, portée par le European christian political movement (ECPM) qui cherche à faire vivre «des valeurs traditionnelles fondant l'Europe». Leur réseautage international favorise l'échange «de stratégies et de succès respectifs».

Mais qui sont ces organisations? Parmi les plus importantes, on trouve la belge chrétienne One of Us ou la française TFP (Tradition-Famille-Propriété) que Neil Datta décrit comme «pseudo-catholique», car «TFP a été dénoncé pour dériver sectaire par les autorités catholiques depuis les années 1980 et n'est pas reconnue officiellement par l'institution catholique». Ou encore Agenda Europe, créée en 2013 mais apparue au grand jour en



Membres de la Manif pour tous lors d'un rassemblement de protestation à Paris en octobre 2020. KEYSTONE



**«Un sous-groupe important de ces organisations ne partage pas le socle démocratique commun à nos sociétés»**

Neil Datta

2017. Son objectif: développer un *think tank* européen d'inspiration chrétienne et élaborer de nouvelles stratégies anti-avortement. Cette organisation est notamment soutenue par Alliance Defending Freedom International, l'un des groupes d'intérêts les plus influents aux États-Unis, notamment en raison de son réseau d'avocats et ses liens avec la droite politique, dont des personnes bien placées telle la juge fédérale Amy Coney Barrett. ADF, présent dans des organisations internationales telles que l'ONU ou l'OSCE, s'oppose activement au mariage homosexuel et à l'interdiction des discriminations fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Elle tente aussi d'étendre les pratiques chrétiennes dans les écoles publiques et au sein du gouvernement. Aux États-Unis, son action a eu un énorme impact avec l'abrogation de l'arrêt Roe vs Wade, qui garantissait depuis 1973 le droit des Américaines à avorter.

Les motivations de ces différentes organisations sont très souvent ancrées dans des

croyances religieuses, et leur manifeste prévoit de restaurer l'«ordre naturel». Dans cette vision, la vie va de la conception à la mort naturelle; et la famille est hétérosexuelle, patriarcale. Quant à la défense des libertés, elle concerne les droits religieux – y compris celui de déroger aux lois républicaines en tant que chrétien – mais exclut les droits privés tels l'orientation sexuelle. Le mouvement anti-genre suisse serait bien connecté à ces réseaux internationaux.

Ces organisations ne sont-elles pas habilitées à défendre leur vision politique ou sociétale? «Bien sûr, s'il s'agit de discuter d'options de société. Mais un sous-groupe important de ces organisations ne partage pas le socle démocratique commun à nos sociétés.» En 2017, le Southern Poverty Law Center (SPLC) décidait ainsi d'inscrire l'organisation ADF sur la liste des groupes haineux anti-LGBT. En raison de son soutien actif à des lois européennes réclamant la stérilisation de citoyen-es transgenres qui cherchent à obtenir la reconnaissance admi-

nistrative de leur changement de genre.<sup>1</sup>

A Bruxelles, certains membres de ces réseaux d'influence ont un statut de lobbyistes. En revanche, le Conseil de l'Europe a rejeté la demande d'ADF International d'obtenir un statut participatif au motif que cette organisation ne partagerait pas les mêmes valeurs concernant la démocratie et les droits humains.

## Image et trésor de guerre

Mais la bataille des idées se joue aussi sur le terrain des images. L'une des stratégies adoptées consiste à se déclarer «victimes» de certaines politiques publiques: c'est celle qu'a suivi le groupe français Les Survivants, né au tournant des années 2000 déjà. Ces jeunes anti-IVG déclarent souffrir du syndrome des survivant-es – ayant survécu à un avortement potentiel. Clip «cool» comme signe de ralliement, actions dans le métro, le mouvement cible les jeunes générations. Plus récemment, la Manif pour tous, elle, est devenue Le Syndicat des familles, «ce qui les positionne comme

première référence pour les familles», observe Neil Datta. Et apaise l'image violente que la Manif a pu avoir. Ces relookings se sont renforcés au cours des dix dernières années.

Autre signe de professionnalisation, le trésor de guerre de ces groupes est en augmentation. Entre 2009 et 2018, 700 millions de dollars ont afflué dans les caisses de 54 des 120 organisations investiguées par EPF. Entre le début et la fin de cette période, les montants ont quadruplé. «Ils proviennent de trois sources géographiques: les USA, la Fédération de Russie pour 26% – l'argent d'oligarques parfois encouragés par l'Etat, mais cette part est impossible à chiffrer –, et l'Europe pour 66% soit 437 millions, amenés notamment par de grosses fortunes européennes», telle la famille autrichienne Turnauer qui finance Agenda Europe et le FPÖ, ou le comte Henri de Castries, soutien de la Manif pour tous. «Certains organisations touchent aussi des subsides des Etats... pour désinformer les femmes cherchant des infos sur l'IVG dans le but de les dissuader», déplore Neil Datta. De son côté, EPF est financé principalement par le UNFPA (Fond des Nations Unies pour la population), la Fondation Bill et Melinda Gates et l'OMS.

Certaines organisations anti-genre ont créé leurs propres médias – sous d'autres noms et logos – pour véhiculer leurs messages, repris ensuite par des médias plus traditionnels et de tendance droitiste.

## Démasquer et informer

En 2018, alors que la Bulgarie allait ratifier la Convention d'Istanbul pour l'élimination des violences contre les femmes, un vent d'opposition s'est levé, comme surgi de nulle part, débattant un parlement «trop peu informé», considère Neil Datta. «Le protocole argumentatif était bien rodé et il a été adapté au pays par des parlementaire nationaux, dénonçant la prétendue idéologie de genre abritée par le document.» Les socialistes eux-mêmes ont refusé l'objet. Ce qui montre, selon lui, «l'importance de «démasquer» ces organisations en dévoilant leurs bases idéologiques, leurs liens d'intérêt et leurs financements». De façon aussi à éviter que leurs membres n'accèdent à des positions de pouvoir ou ne bénéficient de subventions publiques. Autre nécessité: soutenir les organisations démocratiques et les activistes de première ligne. «La responsable de la Women Strike en Pologne fait face à des centaines de procès», rappelle Neil Datta. 1

<sup>1</sup>En Europe, sept pays conditionnent encore le changement d'état civil à un changement chirurgical de sexe et à une stérilisation.

## LES PRESSIONS CONSERVATRICES FONT RECULER LES PROGRÈS SANITAIRES

La conférence organisée le 19 avril à Berne par le Réseau Medicus Mundi Suisse se penchait sur les conséquences de la pression exercée par des milieux conservateurs sur les droits sexuels et reproductifs. Des experts du Sénégal et du Zimbabwe ont notamment pointé les graves conséquences sur la santé qui en résulte. Le durcissement des législations sur l'avortement pousse les femmes à avorter dans des conditions dangereuses et

augmente la mortalité maternelle.

Quant aux discriminations à l'encontre des personnes issues des communautés LGBTIQ+, elles marginalisent celles-ci et les empêchent d'accéder aux services de santé sexuelle et reproductive, tels que les services de prévention des maladies sexuellement transmissibles. «Les milieux conservateurs font ainsi obstacle aux succès obtenus dans la lutte contre le VIH/sida, mais aussi contre

d'autres maladies transmissibles», dénonce l'organisme qui regroupe regroupant une cinquantaine d'organisations suisses actives dans la santé internationale. Medicus Mundi appelle la Suisse à s'opposer ouvertement à ces attaques. Un tel engagement implique aussi de renforcer les forces du «Sud global» qui s'engagent en faveur des droits sexuels et reproductifs.

CO